

hebdomadaire

n° 3038 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

Hausse du SMIC, RGPP...

LE GRAND MÉCHANT FLOU GOUVERNEMENTAL

À propos du coup de pouce au SMIC comme de l'emploi dans les services publics, l'exécutif entretient un brouillard inquiétant. Lire pages 3, 4 et 15.

AGIR événements

Le groupe de textile
Camaïeu utilise
le RSA comme
un complément aux bas
salaires qu'il pratique
quotidiennement.

Lire page 2

Il y a 3 200 emplois civils
au sein de la Gendarmerie
nationale et FO y est le
syndicat majoritaire.

Lire page 5

La 101^e Conférence
internationale du travail
vient de terminer ses
travaux, qui furent marqués
par l'agressivité patronale.

Lire page 6

66 000 salariés travaillent
dans la branche de la
papeterie, bureautique et
informatique. Et un tiers
d'entre eux au sein d'une TPE.

Lire page 8

«SMIC ET SERVICE PUBLIC:
NOUS ATTENDONS
DES RÉPONSES CLAIRES»

Lire l'éditorial page 4

RESPIRER culture

Patrons, sportifs
et artistes fortunés
adorent la Suisse, ses
alpages, son chocolat, son
climat fiscal et son secret
bancaire.

Lire page 15

SAVOIR pratique

Les assistantes maternelles
employées par
des particuliers ont-elles
droit à des indemnités
légales de licenciement?

Lire page 13

MONTRER enquête

Depuis des décennies,
les salariés agricoles
travaillent au contact de
produits phytosanitaires
dangereux.
Après des années de déni
et d'omerta, l'ampleur des
conséquences sur leur
santé commence à émerger.

Lire pages 17 à 20



Illustration: Tron



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

SMIC ET SERVICE PUBLIC: NOUS ATTENDONS DES RÉPONSES CLAIRES

Les élections politiques passées, les signes négatifs apparaissent. Du moins d'après ce qui ressort publiquement et qui demande à être confirmé, ce qui n'est pas le cas à l'heure où ces lignes sont écrites.

Le SMIC d'abord. Selon le journal *Les*

Échos, l'augmentation serait de 2% et constituerait une avance (un à-valoir) sur l'augmentation obligatoire au 1^{er} janvier prochain. Si c'est le cas, il s'agirait d'une anticipation.

En terme de coup de pouce (au-dessus des prix et des salaires), cela représenterait entre 0,10 et 0,30 point! Tout ça pour ça! Rappelons que le dernier coup de pouce (du même tonneau +0,3) remonte à 2006.

Si ces informations étaient confirmées, cela signifierait que le gouvernement aura été plus sensible aux sirènes des employeurs qu'aux attentes des travailleurs.

Le service public ensuite. Apparemment, les augmentations d'effectifs dans certains secteurs (Éducation nationale, police, justice) seraient compensées par des baisses ailleurs. Si tel était le cas (via des réductions ou des transferts par décentralisation), on continuerait à accentuer la RGPP.

Ce serait inacceptable.

C'est d'ailleurs pourquoi nous demanderons sur cette question, à l'occasion de la conférence sociale:

- l'arrêt de la RGPP;
- une véritable évaluation du service public républicain.

Le refuser signifierait clairement une volonté de poursuivre une remise en cause des principes républicains. Nous attendons donc des réponses claires. Car pour le moment, et comme j'ai eu l'occasion de le dire: «Comme le disait la grand-mère de Martine Aubry, quand c'est flou il y a un loup!»

S O M M A I R E

AGIR

Page 2

Précarité: Chez Camaïeu, des salariés ont besoin du RSA pour vivre. Trois questions à... Cherif Lebgaï, délégué FO chez Camaïeu: «Il y a une démission et demie par jour»

Page 3

Salaires: Ces branches qui tassent les grilles. Salaires: Entre attentes et pressions, quel coup de pouce pour le SMIC?

Page 4

SMIC et service public: nous attendons des réponses claires, par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Réforme de l'État: Les civils de la gendarmerie veulent être respectés. Trois questions à... Laurent Cauquil, Secrétaire général du Syndicat national des personnels civils de la gendarmerie (SNPC FO): Un syndicat pour faire valoir la représentativité de FO.

Page 6

Droits fondamentaux: La 101^e Conférence internationale du travail s'est achevée. Grève: Lutte des classes à l'OIT: le patronat s'est violemment attaqué à l'exercice du droit de grève.

Page 8

TPE - Les commerces de détail: Dialogue social aphone dans la branche de la Papeterie, des fournitures de bureau, de bureautique et informatique. Adeline, vendeuse dans un magasin de presse: «Malgré tout je fais un métier enrichissant.»

Page 9

Congrès UD: Augmenter les salaires dans le Maine-et-Loire. Congrès UD: Le Morbihan gonflé à bloc face à la crise.

SAVOIR

Page 13

Les droits: Les assistantes maternelles employées par des particuliers ont-elles droit à l'indemnité légale de licenciement? Consommation: Tarifs: un été plein gaz?

Page 14

Le chiffre de la semaine. Les chiffres utiles. Les allocations chômage.

RESPIRER

Page 15

Les paradis fiscaux: Le secret bancaire suisse. Parution > La rédaction vous signale. Voix de presse: Fonction publique: la diagonale du flou.

Page 16

Une sélection de livres. À voir et à entendre: C'est la fête à Rousseau.

MONTRER

Pages 17 à 20

Santé au travail: Pesticides: l'amiante de l'agriculture.

/ CONGRÈS

Pages 10 et 11

FO Métaux en congrès: Et toujours la défense de l'industrie.

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse: Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Roussel (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464), F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.

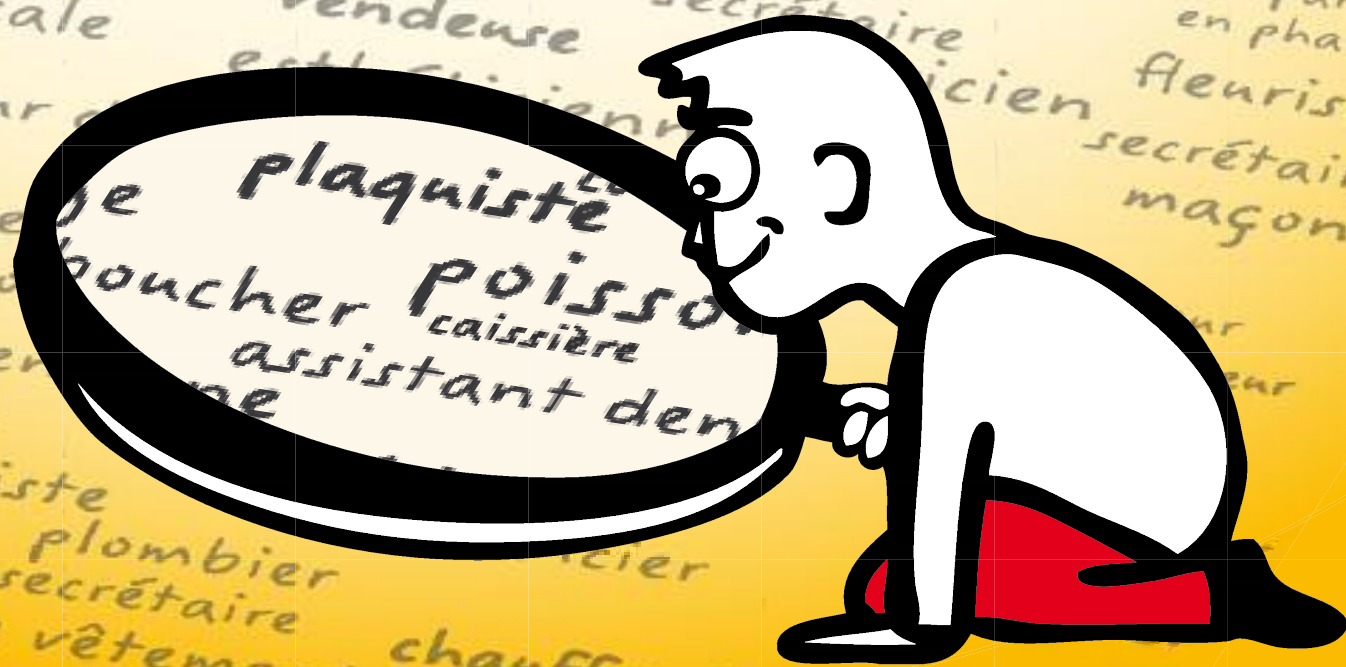
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 2^e trim. 2012
Commission paritaire: 0911S05818

TPE

Oui!

C'est de vous qu'on parle



2012, année des salariés des TPE*.

En décembre, 4 millions de salariés de l'artisanat, du commerce, des services, des professions libérales, de l'industrie ont leur élection.

*Très Petites Entreprises – moins de 11 salariés

Mieux représentés, + forts

FO

Gros plan sur...

TPE

LES COMMERCES DE DÉTAIL

ÉLECTIONS DANS LES TRÈS
PETITES ENTREPRISES

**CARTOGRAPHIE DE LA BRANCHE
DE PAPETERIE, FOURNITURES
DE BUREAU, DE BUREAUTIQUE
ET INFORMATIQUE**
(rapport de branche 2010)

Identifiant de la convention collective
(IDDC) 1539

Activités principales

- Livres, journaux, papeterie
- Commerce de détail divers/loisirs créatifs
- Fournitures de bureau
- Système d'impression
- Location de machines de bureau et de matériel informatique

Nombre d'entreprises: 7 260.

Répartition des entreprises selon leur taille

- 74% ont de 1 à 10 salariés
- 15% de 10 à 19 salariés
- 8% de 20 à 49 salariés
- 3% ont 50 salariés et plus

Nombre total d'actifs: 66 000

- 64 000 salariés (dont un tiers dans les TPE, soit 17 280 personnes)
- 2 000 non-salariés

Répartition par sexe

- 57% d'hommes
- 43% de femmes

Répartition des salariés selon la durée du travail

- 93% à temps plein
- 7% à temps partiel

Répartition des salariés selon le type de contrat de travail

- 96% en CDI
- 3% en CDD
- 1% en contrats aidés

Salaires annuels brut moyen (primes comprises)

- 28 700 euros
- Écart salarial femmes/hommes: -12%
- Hommes: 30 200 euros annuels brut
- Femmes: 26 600 euros annuels brut

Minimum conventionnel mensuel 2012

Niveau 1 (coefficient 140): 1 400 euros brut, soit 1,63 euro de plus par rapport au SMIC (1 398,37)

Prime d'ancienneté

- 24 euros au bout de 3 ans, 42 euros (6 ans), 50 euros (9 ans), 65 euros (12 ans) 80 euros (15 ans)

Congés payés supplémentaires pour ancienneté

- Non-cadres: 1 jour ouvrable (au bout de 20 ans), 2 jours (25 ans), 3 jours (30 ans)
- Cadres: 1 jour ouvrable (10 ans), 2 jours (20 ans), 3 jours (25 ans), 4 jours (30 ans)

Prévoyance

- Garantie de ressources en cas de maladie ou d'accident
- Rente éducation
- Capital décès
- Garantie de ressources en cas d'invalidité ou d'incapacité permanente
- Garantie d'emploi en cas de maladie.

POUR TOUT CONTACT

Brice Bellon (FEC FO)
28, rue des Petits Hôtels, 75010 Paris
Tél.: 01 48 01 91 91
E-mail: fecfo@force-ouvriere.fr
Site internet: <http://www.fecfo.fr>

Et quel que soit votre secteur d'activité:
<http://www.info-tpe.fr>



Dialogue social aphone dans la branche de la Papeterie, des fournitures de bureau, de bureautique et informatique

Les négociations sont si difficiles qu'elles se font désormais en présence d'un inspecteur du travail. Elles bloquent en particulier sur l'évolution des minima salariaux, qui sont systématiquement rattrapés par les hausses du SMIC en cours d'année.

Rien ne va plus ou presque au niveau de la branche Papeterie, fournitures de bureau, bureautique et informatique! C'est en substance le constat désabusé que fait Brice Bellon de la Fédération FO des Employés et Cadres (FEC FO). Depuis quelques années, il déplore une dégradation constante du dialogue social au détriment des salariés en général et de ceux des TPE en particulier. «Jusqu'en 2008-2009 les discussions autour de la convention collective étaient constructives, notamment avec une évolution correcte des salaires», rappelle le négociateur FO. C'était avant que certains représentants des grandes entreprises du secteur ne décident de donner une autre tournure aux négociations, au regard de leurs seuls intérêts. Ou plutôt de ceux de leurs actionnaires. «Pour eux, le "coût du travail" doit être, quoi qu'il advienne, une variable d'ajustement au profit des bénéficiaires de leurs dividendes», résume Brice Bellon avant de préciser qu'«un des négociateurs patronaux, qui freine des quatre fers les discussions salariales, travaille pour une société... propriété d'un fonds de pension américain.»

Conséquences, les minima conventionnels sont systématiquement rattrapés par les hausses du SMIC en cours d'année. «Car les représentants de grandes enseignes au sein de la branche font en sorte que les coefficients de rémunéra-



Brice Bellon (FEC FO)

tion restent les plus bas possible pour permettre à leurs DRH de circonscrire les pourparlers salariaux... lors des négociations annuelles obligatoires (NAO)», explique FO. C'est pourquoi le syndicat ne signe plus aucun accord de branche sur les salaires depuis quatre ou cinq ans. À cet égard, le dernier accord sur le sujet (21 mars 2012) a été approuvé par la seule CFDT. Il y a d'autres questions, comme l'égalité hommes-femmes, que le patronat refuse carrément d'aborder, sous prétexte du peu d'entités de plus de 50 salariés concernées dans la branche. Le dialogue social étant devenu pour le moins aphone, les discussions patronat-syndicats se font désormais sous la médiation d'un inspecteur du travail, dans le cadre d'une commission mixte paritaire.

74% DE TPE

Le problème vient du fait que toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, sont représentées par une seule organisation patronale: la

Fédération de l'Équipement du bureau et de la Papeterie (FEB). Les positions pragmatiques des représentants de TPE qui forment le vivier de la branche (74%) sont dès lors happées par les desiderata des grandes enseignes.

«Étant indexées sur les masses salariales des entreprises, les cotisations des TPE à la FEB ne font pas le poids face aux "gros pourvoyeurs de fonds" de cette fédération», estime Brice Bellon. Rappelons au passage que c'est une manière de fonctionner propre aux organisations patronales, alors que les syndicats défendent eux les intérêts de tous les salariés sans exception.

«À terme, ce type de politique sociale est suicidaire pour les TPE qui ont besoin de personnels qualifiés et respectés», insiste le négociateur de la FEC FO, selon qui «ce constat est partagé par la plupart des mandataires de ces entreprises (de moins de 11 salariés), qui subissent par ailleurs une concurrence déloyale sur les prix à la vente de leurs produits». Par ailleurs, il tient à indiquer que les patrons de TPE traitent en général bien les salariés dans leur entreprise. Pour toutes ces raisons, Brice Bellon appelle les employés des TPE à voter massivement aux élections syndicales prévues à la fin de l'année, afin de donner plus de force aux revendications des syndicats, en particulier de FO.

Adeline
Vendeuse
dans un magasin de presse

«Malgré tout je fais un métier enrichissant»

Adeline (52 ans) est vendeuse dans un magasin de presse, papeterie, livre, tabac et loterie, où ses conditions d'emploi et de rémunération se sont détériorées après un changement de propriétaire.

FO Hebdo: Quel est votre métier?

Adeline: Je suis vendeuse dans une maison de la presse de province depuis maintenant une dizaine d'années. Outre son activité de diffuseur de journaux et de magazines, le commerce propose également des livres, de la papeterie, de la carterie, du tabac, de la loterie et de la confiserie. En plus de la vente, je suis amenée à m'occuper des commandes, de la réception des colis, à alimenter les rayons, mais aussi à pointer chaque jour les invendus presse et librairie avant de les renvoyer

aux fournisseurs (ce qui implique pas mal de manutention). De plus, je dois veiller à la propreté constante du magasin.

FO Hebdo: Quel est votre temps de travail?

Adeline: Je ne travaille plus que trois matinées par semaine, après un changement de propriétaire début octobre 2011. Sous couvert de motifs économiques et après avoir licencié mon unique collègue, la nouvelle patronne m'a fait signer sans discussions un avenant à mon contrat de travail réduisant de moitié ma durée de travail et donc mon salaire au SMIC. J'ai accepté sans rechigner, sinon c'était la porte. Je n'avais pas les moyens de refuser, vu l'état actuel du marché du travail. Le rapport de force m'était d'autant moins favorable que j'avais dépassé la cinquantaine. Je ne me

voyais pas retrouver un point de chute dans le coin.

FO Hebdo: Quels sont vos rapports avec cette patronne?

Adeline: Ils sont des plus tendus. C'est le genre de personne à vous sermonner quand ça ne va pas, sans jamais reconnaître vos efforts. Je dois en faire un maximum dans le temps qui m'est imparti. À 35 ans, elle fait partie de cette jeune génération «du toujours plus», les yeux rivés sur ses comptes de résultats. Je veux bien croire que le secteur connaît des difficultés, sauf que cela ne date pas d'hier. Mon ex-patron évoluait dans le même contexte sans que nos rapports de travail au quotidien soient détestables.

FO Hebdo: Comment supportez-vous une telle relation?

Adeline: Difficilement dans la mesure où je suis plutôt quel-

qu'un qui hait les conflits. Vous savez, je suis aujourd'hui arrivée à un point tel que je ne m'autorise même plus une pause café pour réaliser d'une traite mes heures de travail afin d'éviter tout reproche. Pour tenir, je me dis que malgré tout je fais un métier enrichissant, qui me permet notamment de nouer des relations avec une clientèle sympathique. L'essentiel pour moi étant d'avoir encore du travail et un revenu.

FO Hebdo: Que pensez-vous des élections syndicales organisées pour les salariés de TPE, comme vous?

Adeline: Ne connaissant pas encore les modalités d'un tel scrutin, je n'ai pas vraiment d'avis sur la question. Je peux juste espérer que leurs résultats permettent de rééquilibrer le rapport de force en faveur des salariés vivant une situation comparable à la mienne.

Assistantes maternelles, attention au cas «particulier». La Cour de cassation vient en effet de confirmer sa jurisprudence: si les assistantes maternelles ont un statut fixé par le Code de l'action sociale et des familles (CASF), celles qui sont employées par des particuliers, dits «particuliers

employeurs», sont soumises à une convention collective nationale (CCN), en l'occurrence celle des «assistants maternels du particulier employeur du 1^{er} juillet 2004». Notamment en ce qui concerne les indemnités de licenciement. Et ce, même si la convention, comme en l'espèce, est moins favorable.

LES ASSISTANTES MATERNELLES EMPLOYÉES PAR DES PARTICULIERS ONT-ELLES DROIT À L'INDEMNITÉ LÉGALE DE LICENCIEMENT?

La Cour de cassation a été saisie de la question suivante: les assistantes maternelles employées par des particuliers ont-elles droit à l'indemnité légale de licenciement ou seules les indemnités prévues par la convention collective leur sont-elles applicables?

La convention collective des **assistantes maternelles** prévoit, en cas de retrait de l'enfant, le versement d'une indemnité de rupture due au salarié, ayant au moins un an d'ancienneté, égale à 1/120^e du total des salaires net perçus pendant la durée du contrat (*Art. 18 de la convention collective des assistantes maternelles employées par des particuliers du 1^{er} juillet 2004*). L'indemnité légale de licenciement, prévue par l'article R.1234-2 du Code du travail, est, quant à elle, fixée à 1/5^e de mois de salaire par année d'ancienneté, auquel s'ajoute 2/15^e par année au-delà de dix ans d'ancienneté.

L'article L. 423-2 du Code de l'action sociale et des familles liste un certain nombre d'articles du Code du

travail applicables aux assistantes maternelles. Pour la Fédération des **particuliers employeurs** de France (Fepem) cette liste est limitative. Les dispositions relatives au licenciement ne figurant pas sur cette liste, elle considérerait ne pas être soumise à l'indemnité légale de licenciement, seule l'indemnité conventionnelle devant être versée en cas de retrait de l'enfant. Pour sa part, l'administration du travail estimait que le législateur n'avait pas compté exclure les assistantes maternelles du bénéfice de l'indemnité légale et qu'il y avait lieu d'appliquer, selon ce qui était le plus favorable au salarié, soit l'indemnité légale de licenciement, soit l'indemnité conventionnelle.

La position de la Cour de cassation sur cette question était fortement attendue. Par une décision du 31 mai 2012, celle-ci est venue préciser qu'il résultait de l'article L.423-2 du Code de l'action sociale et de l'article 18 de la convention collective précitée «que les dispositions du Code du travail sur la rupture du

contrat de travail ne sont pas applicables aux assistantes maternelles employées par des particuliers» (*Cass. soc., 31 mai 2012, n°10-24497*).

Cette solution se situe dans la droite ligne des précédentes décisions rendues. La Cour de cassation avait déjà eu l'occasion d'indiquer que la convocation de l'assistante maternelle à un entretien préalable n'était pas requise (*Cass. soc., 2 juillet 2002, n°00-40.394*) et que le particulier employeur n'avait pas à indiquer dans la lettre de rupture le motif du retrait de l'enfant (*Cass. soc., 16 décembre 2009, n°08-42.579*).

Attention, la solution est tout autre s'agissant des employés de maison (garde d'enfant au domicile du particulier employeur et non au domicile du salarié). Pour ces salariés, la Cour de cassation décide que «les dispositions de l'article R.1234-2 du Code du travail s'appliquent [...] y compris aux employés de maison, la liste des textes mentionnés à l'article L.7221-2 du même code n'é-

tant pas limitative» (*Cass. soc., 29 juin 2011, n°10-11.525*).

INDEMNITÉ LÉGALE DE LICENCIEMENT

Prévue par la loi et destinée à réparer le préjudice causé au salarié du fait de la rupture de son contrat de travail, sauf en cas de faute grave ou lourde.

ASSISTANT(E) MATERNEL(LE)

Personne qui, moyennant rémunération, accueille habituellement et de façon non permanente des enfants, en tant que salariée de particuliers employeurs ou de personnes morales de droit public ou de personnes morales de droit privé. Appelée également nounou ou jadis nourrice.

PARTICULIER EMPLOYEUR

Particulier employant un salarié pour ses besoins personnels ou pour ceux de sa famille, notamment pour des tâches à caractère familial ou domestique.

CONSOMMATION

TARIFS: UN ÉTÉ PLEIN GAZ?

L'été arrive et le gel des tarifs du gaz risque une sévère insolation. Il avait été mis en place jusqu'au 1^{er} juillet par le précédent gouvernement, échaudé par le tollé provoqué par une énième augmentation: 4,4% au 1^{er} janvier dernier, ce qui portait l'augmentation des prix du gaz à quelque plus 60% en moins de six ans. Une augmentation de quelque 10% pourrait même intervenir d'ici à la fin de 2012, le rapporteur du Conseil d'État venant en effet de se prononcer en faveur d'un rattrapage rétroactif, après avoir été saisi par GDF Suez, coté au CAC 40 et dont l'État détient un peu plus de 36% du capital, ainsi que par l'ANODE (Association

nationale des opérateurs détaillants en énergie), ceux-là mêmes qui prédisaient que la concurrence allait faire baisser les prix. Motif: le gel des prix n'est pas en conformité avec la loi prescrivant la répercussion intégrale des coûts d'approvisionnement dans les prix au consommateur. Une demande de longue date. Pour essayer de faire passer la pilule, GDF Suez avait parlé d'augmenter les bénéficiaires des tarifs sociaux, dont le nombre a été jugé insuffisant par le Médiateur national de l'énergie, autorité administrative indépendante, dans son bilan 2011 publié fin mai 2012. Ce dernier avait, à cette occasion, souligné que le nombre de

dossiers liés à des difficultés de paiement avait augmenté de 80% par rapport à 2010 et que la hausse des tarifs réglementés du gaz avait atteint 25% en deux ans et celle de l'électricité 8%. En 2005, une enquête de l'INSEE avait constaté que 3,5 millions de ménages de France métropolitaine déclaraient souffrir du froid dans leur logement. Depuis, le prix du gaz a augmenté de 60%. Ce qui n'est pas vraiment le cas du pouvoir d'achat.



Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur afoc.net – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

LE SMIC

Depuis le 1^{er} janvier 2012:
9,22 euros l'heure,
soit **1 398,37 brut**
par mois
pour 151,67 heures.

FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement
dans la fonction publique
depuis le 1^{er} janvier 2012:
1 398,35 euros brut.

Plafond mensuel
de la Sécurité sociale
du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2012:
3 031 euros.

ASSURANCE- VIEILLESSE

Allocation de solidarité aux
personnes âgées (ASPA)
(anciennement «Minimum vieillesse»).

Au 1^{er} avril 2012:

9 325,98 euros par an
pour une personne seule
(777,16 euros par mois)
14 479,10 euros par an
pour un couple.

Minimum contributif majoré:
8 142,01 euros par an
pour une personne seule
(soit **678,50 euros** par mois).

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC ET ARRCO

Valeurs des points et salaires de
référence au 1^{er} avril 2012

AGIRC à **0,4330 euros**
ARRCO à **1,2414 euros**

Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin
omnipraticien:

23,00 euros.

Au cabinet du médecin
spécialiste:

25,00 euros.

LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE

100 000

Une amende de 100 000 euros a été infligée au joueur danois Niklas Bendtner pour avoir ostensiblement dévoilé une marque commerciale, en baissant son short, après avoir marqué un but contre le Portugal, le 13 juin dernier, lors de l'Euro de football 2012, organisé en Pologne et en Ukraine. Elle est cinq fois supérieure à celle infligée en avril dernier par la même UEFA (Union of European Football Associations) au FC Porto, un club portugais, pour comportement raciste de ses supporters à l'égard d'un joueur de Manchester City pendant un match de ligue Europa. Le football actuel a le sens des priorités.

COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1^{er} janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

CRDS⁽¹⁾: 0,5% depuis le 1^{er} février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%

Assurance-vieillesse: 6,65%

Assurance-vieillesse déplafonnée: 0,10%

ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC
Tranches A et B 2,40%

APEC⁽²⁾ 0,024%

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)

Non-cadres tranches A et B
et cadres tranche A: 3%

● AGIRC
Cadres tranches B et C: 7,70%

● Cotisation AGFF
Tranche A⁽³⁾ 0,80%
Tranche B⁽⁴⁾ 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.

2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.

4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 127,05 €
3 enfants: 289,82 €
Par enfant en plus: 162,78 €

Majoration pour âge
des allocations:
35,74 € de 11 à 16 ans
et 63,53 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après
le 30 avril 1997, vous ne
recevrez pas ces deux ma-
jorations; vous recevrez
une majoration de 62,90 €
à partir du mois suivant
leur 14^e anniversaire.

CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à
27,66 euros par jour au
minimum, mais ne peut
dépasser 75% du salaire
journalier de référence
(salaire des douze mois
qui ont précédé la rupture
du contrat de travail).

Vous trouverez tous les détails
dans le tableau «Allocations
chômage» ci-dessous.

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

MAI 2012	DU 31/05/2011 AU 31/05/2012	DU 01/01/2012 AU 31/05/2012
-0,1%	+2%	+1%

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

1^{er} trimestre 2012, l'indice de référence des loyers atteint 122,37 – évolution sur un an: + 2,24%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemni-

sation. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation.

Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1^{er} avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

➤ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;

➤ 57,4% de cet ancien salaire;

➤ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.